



Stéphanie SCHAER, Directrice interministérielle du numérique (DINUM) revient sur les priorités fixées et les outils mis au service de la transformation numérique de l'Etat

21/12/2023

Accompagner nos administrations dans la transformation numérique pour faire réussir les projets numériques de l'Etat, rendre l'Etat plus efficace pour nos organisations, plus simple pour les citoyens et plus souverain grâce au numérique, renforcer les compétences numériques au sein de nos administrations : des enjeux majeurs pour la DINUM en 2023 et qui continueront de l'être en 2024, présentés par Stéphanie Schaer, Directrice interministérielle du numérique (DINUM).



© Droits réservés

Dans le contexte actuel de transformation numérique de nos sociétés, l'émergence récente de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle générative l'illustrant, il est fondamental de s'approprier ces évolutions et de bénéficier de ses

bienfaits. Ainsi, il s'agit de mettre en œuvre toutes les conditions nécessaires pour les mettre au service des usagers mais aussi des agents publics, de manière simple, utile et efficace.

C'est l'ambition de la nouvelle feuille de route de la DINUM publiée au printemps 2023, qui fixe 4 grandes priorités que nous continuerons de mettre en œuvre en 2024 :

1. Engager une mutation profonde des organisations publiques pour initier et conduire dans la durée les projets numériques de l'État ; avec une nouvelle méthode de travail que nous mettons en œuvre dans la conduite de nos projets : des équipes pluridisciplinaires qui travaillent et dialoguent au quotidien avec tous les acteurs, de l'écosystème numérique mais aussi au-delà, afin de mener à bien des projets agiles à impact, s'adaptant aux remontées de terrain grâce à des projets jalonnés dans le temps reposant sur des expérimentations avant passage à l'échelle.

2. Renforcer significativement les compétences numériques au sein de l'État ; en jouant sur 3 leviers : l'attractivité, la mobilité et la formation des agents afin, notamment, de relever le défi souligné dans le rapport IGF-CGE de janvier 2023 sur les RH de l'Etat dans le numérique : recruter 3500 postes supplémentaires dans les 5 prochaines années. C'est l'ambition des chantiers déployés dès 2023 : amélioration des conditions de rémunération et de recrutement des agents dans la filière, réinternalisation sur des postes clés ou encore la création d'un campus du numérique public dont l'offre de service sera pleinement déployée en 2024 ;

3. Développer l'exploitation effective des données au sein de l'Etat afin d'améliorer l'action publique ; en favorisant la circulation des données entre nos administrations afin de mieux piloter nos politiques publiques et les rendre plus proactives (lutte contre le non recours aux droits notamment). En 2023, la DINUM a par exemple lancé la création d'un incubateur d'intelligence artificielle destiné à répondre à des problématiques concrètes rencontrées par nos administrations sur le terrain, en réunissant toutes les expertises autour d'une communauté d'experts issus du secteur public comme privé, mais aussi du monde académique.

4. Préserver la souveraineté numérique de l'État en investissant dans des outils numériques mutualisés, développés à partir de logiciels libres afin d'assurer la maîtrise, la pérennité et l'indépendance du système d'information de l'État. Au-delà du réseau interministériel de l'Etat, qui vient de fêter ses 10 ans, notre ambition est notamment de disposer d'une suite collaborative au service de tous les agents publics, dont les premières briques sont déjà disponibles comme Tchap, la messagerie instantanée et sécurisée de l'Etat. Le virage du cloud pour servir les enjeux de généralisation des méthodes agile et l'amélioration de la résilience du système d'information de l'Etat continueront également de nous mobiliser en 2024.

Chaque politique publique, des politiques sociales aux défis de la planification écologique en passant par les enjeux en matière d'éducation, de culture, de sécurité, etc., peut tirer parti du levier numérique pour un Etat plus simple, plus efficace et plus

souverain. C'est notre ambition à la DINUM que d'accompagner l'ensemble des ministères dans cette perspective en s'appuyant sur le réseau constitué des directions et services du numérique mais aussi des administrateurs ministériels des données avec qui nous partageons ces objectifs au quotidien.